



## **DÉCLARATION LIMINAIRE FNME CGT AU CSE-C DE GRDF SÉANCE DU 21 SEPTEMBRE 2023 :**

Décomplexée, la répression syndicale bat son plein... mais ne nous abattra pas !

La convocation à la gendarmerie, le 6 septembre, du Secrétaire Général de la Fédération Nationale CGT des Mines et de l'Énergie et Secrétaire Confédéral CGT, Sébastien Menesplier, constitue une étape de plus dans la tentative d'intimidation de nos militants et élus suite au mouvement syndical contre la réforme des retraites. La CGT est dans la ligne de mire de ce gouvernement qui ne digère pas les mobilisations historiques et qui, par de nombreuses convocations, souhaite museler toute action syndicale.

Cette convocation s'inscrit dans une large vague de répression syndicale (convocations, gardes à vue, licenciements...) à l'encontre des travailleurs de l'énergie comme ceux de Marseille, Bordeaux, Paris, et bien d'autres encore. On ne peut s'empêcher de penser qu'elles sont volontairement orchestrées par un exécutif revanchard, avec la complicité des employeurs, pour intimider et tenter d'affaiblir la CGT.

Face à ce pouvoir plus que jamais impopulaire, les citoyens restent amers vis-à-vis du passage en force de la contre-réforme des retraites.

Dans ce contexte, défendre le droit de grève et le droit à manifester, y compris dans ses modalités les plus libres et les plus politiques, doit rester une bataille déterminante pour notre démocratie.

Nous nous félicitons que les élus du CSEC de GRDF s'engagent dans des événements comme la Fête de l'Humanité par exemple, pour défendre la place du gaz dans le mix énergétique à côté des autres infrastructures. Et c'est bien dans ce sens que de nombreuses personnes viennent débattre, de Marina Mesure, députée européenne, à Sophie Binet, Secrétaire Générale de la CGT, en passant par Emmanuelle Wargon, présidente de la CRE ou encore Edouard Sauvage Directeur adjoint d'Engie et ancien Directeur Général de GRDF.

Fabrice COUDOUR, Secrétaire de la FNME-CGT a rappelé à Edouard SAUVAGE, pas plus tard que dimanche dernier au Forum social de la Fête de l'Humanité qu'à GRDF la répression syndicale envers nos militants, nos élus et mandatés et nos syndiqués bat son plein mais n'a pas sa place dans l'entreprise. Nous ne nous laisserons pas faire. Nous ne nous tairons pas. Nous continuerons de nous battre pour nos droits et nos conquies sociaux hérités de Marcel Paul en 1946, bâtisseur de notre Statut National pionnier.

D'ailleurs, à l'issue de la guerre, les entreprises intégrées EDF-GDF ont largement contribué à rebâtir le pays, ont installé le principe de péréquation tarifaire pour les Usagers et ont relevé tous les défis industriels sur plusieurs décennies. Depuis la privatisation, le déclin du service public de l'énergie s'est amorcé. La logique de marché qui guide nos entreprises ébranle les joyaux de la couronne française et les Usagers sont les premiers à en subir les frais.

Le marché ... ne marche pas. Il n'a pas pour but de protéger les citoyens, juste de faire du pognon. L'explosion des précaires énergétiques en témoignent.

D'où la revendication FNME CGT de quitter cette spirale infernale et de replacer l'énergie comme bien vital et de première nécessité. Il est urgent que les filières nationales industrielles gaz et électricité deviennent des Établissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC) intégrés, un pour la filière électricité et un pour la filière gaz.

Les enjeux sociétaux d'aujourd'hui doivent nous faire prévaloir une logique de souveraineté industrielle sur la logique de marché pour permettre une transition énergétique viable pour tous tout en réduisant les inégalités.

De la même manière prévaut une logique de mix énergétique.

La production d'électricité et la production de gaz sont pratiquement équivalentes. Ces deux énergies ne se compensent pas, elles ne se transposent pas. Il n'y pas de substitution possible d'une énergie par une autre.

Et pour réussir une transition énergétique juste, tournée vers le verdissement des énergies, qu'elle est réellement la posture de GRDF ? Est-ce une posture d'intérêt général avec une vision industrielle au service du bien commun ou est-ce plutôt une posture de marché avec une logique complètement libérale, au seul service du fric ?

Un pas en avant, deux pas en arrière pour le gouvernement, qui commencerait à s'apercevoir de l'impossibilité de se passer du gaz.

Des rumeurs journalistiques évoquent le revirement de l'exécutif sur l'abandon complet des chaudières gaz et s'orienterait vers une baisse de 20% à horizon 2030. Attendons une confirmation officielle...

D'autres moyens existent, encore faut-il faire ouvrir les yeux au Gouvernement. La chaudière gaz à haut rendement en est l'illustration parfaite. Elle permet une efficacité énergétique en consommant jusqu'à 30% de gaz en moins et de facto 30% d'émission carbone en moins. Que fait GRDF pour convaincre les pouvoirs publics de développer ce genre de solutions et d'y associer les aides à la hauteur de ces enjeux.

Nous ne nous étalerons pas trop sur le rapport de RTE qui suscite déjà dans la presse énormément de débats. Nous reviendrons après analyse du document sur notre position ou les grands titres repris visent encore les énergies fossiles dont le gaz.

Et en parlant de baisse, parlons des salaires des agents qui stagnent face à une inflation importante. D'office ça fait du moins pour les salariés.

D'ailleurs, aujourd'hui, va se tenir une nouvelle CPPNI sur le Salaire National de Base. Le fameux SNB ! Le 11 septembre dernier, la FNME CGT a rappelé aux employeurs nos revendications salariales.

Quand d'un côté on constate 21% de hausse des prix de l'alimentaire en 2 ans et 15% de hausse des prix pour la rentrée scolaire 2023 par exemple, de l'autre, les résultats financiers d'EDF et d'ENGIE explosent avec +34,6 % sur le chiffre d'affaires d'EDF fin mars 2022 et +29,8 % pour le résultat d'exploitation d'ENGIE.

En proposant une augmentation du SNB de 1% pour 2024 et un reliquat de 0.5% en rattrapage de 2023, les employeurs font preuve d'indécence et de mépris envers les agents qui créent les richesses de nos entreprises.

Côté GRDF, rappelons que l'an dernier, la Direction a été une des plus mauvaises élèves dans les IEG en n'octroyant qu'un seul NR à ses agents. Où est passé le 2ème ?

Cette année, est-ce qu'elle est disposée à revaloriser les salaires des gazières et des gaziers à leur juste valeur, à la hauteur de leurs investissements, de leur travail, de leur engagement au quotidien ?

Nous revendiquons donc pour toutes les gazières et pour tous les gaziers que le complément de salaire gagné en 2023 par la lutte des agents accompagnés par la seule CGT soit cristallisé en salaire pour que les 200 euros d'augmentation pour tous soient pérennes.

Nous réclamons également que la branche des IEG au travers du SNB compense à minima l'inflation 2024 et pour GRDF un minimum de 2NR pour tous les agents de l'entreprise.

Pour rappel, l'année dernière, la direction de GRDF a mis le feu aux poudres au moment des négociations salariales en ayant l'attitude la plus capricieuse et dédaigneuse des employeurs de la branche.

S'en est suivi un mouvement d'une ampleur inédite et historique dans notre entreprise que vous avez essayé de museler par tous les moyens accompagnés par les trois autres organisations syndicales représentatives dans l'entreprise.

Vous en avez fait la démonstration lorsque vous avez apposé vos 4 signatures (partenaires sociaux et direction) sur l'accord mesures salariales 2023, en méprisant la CGT et la juste revendication des agents que nous représentons. C'est là toute la différence entre des partenaires sociaux et des militants syndicaux.

Cette année, nous attendons de voir si la Direction va se complaire dans ce climat en proposant de nouveau des mesures humiliantes pour les agents, ou si, comme nous l'espérons, elle fera des propositions décentes pour les travailleurs qui créent les richesses dans l'entreprise.

A elle de voir si elle veut remettre le couvert. Nous saurons rappeler aux agents les engagements avancés par la direction lors de la signature du protocole de fin de conflit de décembre 2022.

Pour conclure, Monsieur Le Président, il n'est pas nécessaire d'attendre l'ouverture des NAO 2024, ni d'attendre la fin des élections de représentativité pour pérenniser le complément salarial de 2023, seule la FNME CGT a été au côté des agents pour obtenir ce complément. Ce sera avec la seule CGT qu'il sera converti en salaire. Vous pouvez d'ores et déjà nous proposer une date.